NPA : L'espoir anticapitaliste

mardi 10 février 2009, par NPA / NPA l'Anticapitaliste (Date de rédaction antérieure : 9 février 2009).

Le Nouveau Parti Anticapitaliste s'est fondé ce week-end en adoptant un programme, des statuts provisoires, un nom, une orientation politique et en élisant une nouvelle direction.

La conclusion d'un processus et d'une dynamique de rassemblement des forces anticapitalistes et révolutionnaires entamé, il y a maintenant dix huit mois. Qui a impliqué que la LCR laisse place à ce nouveau parti. Le NPA est d'ores et déjà une nouvelle réalité politique que nous avons pu forger ensemble, mais au delà de la satisfaction, c'est bien un sentiment de responsabilité et de prise en compte de la gravité de la situation qui a dominé nos débats.

En effet, la création du NPA n'est pas un événement hors-sol des réalités politiques. La fondation du NPA s'inscrit, et sans doute s'explique aussi, par un contexte de crise globale. Le capitalisme s'enfonce dans une crise profonde, historique, qui n'est plus niée par la plupart des dirigeants de la planète. Elle ne se réduit ni à une crise financière, ni à l'échec de la régulation libérale du système capitaliste, mais bel et bien à l'échec d'un système de généralisation du marché afin de satisfaire la soif de profits des possédants. C'est l'ensemble de la population et du monde du travail qui risque de payer une crise, dont les acteurs centraux du système (les banques, les puissances financières, les institutions capitalistes) sont les premiers responsables. Les licenciements massifs, la vie chère, la destruction méthodique des services publics en sont les premières manifestations et provoquent les premières mobilisations. Dans le même temps, une crise écologique et alimentaire frappe les populations dans l'essence même de leurs conditions de vie.

Face à cette crise de civilisation capitaliste, nous voulons installer une force qui défende la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, d'une reconstruction d'une perspective socialiste profondément démocratique, qui remet en cause de la propriété privée économique.

Les premières mobilisations éclatent. La Guadeloupe et la Martinique se soulèvent conte la vie chère, les injustices et les discriminations. Le 29 janvier, nous étions plusieurs millions en grève et en manifestation alors que se dessine une nouvelle journée le 19 mars. Après les lycéens en décembre, universitaires et étudiants, prennent le chemin de la rue pour faire plier un gouvernement qui n'a renoncé en rien à ses projets de démolition sociale. Des appels convergent pour remettre en cause les projets liberticides du pouvoir.

Nous appuyons tout ce qui permet la convergence des luttes, toutes les initiatives de mobilisation vers un mouvement d'ensemble contre le gouvernement et sa politique. Un nouveau Mai 68 pour battre Sarkozy. C'est bien pourquoi le NPA sera au cœur des mobilisations, des grèves et des manifestations, proposera constamment le rassemblement unitaire des forces de la gauche sociale et politique pour soutenir les luttes. Comme nous l'avons fait sur le terrain des licenciements. Comme nous le proposerons pour la nouvelle journée de grèves et de manifestations le 19 mars ou pour appuyer le combat des travailleurs de l'automobile.

Dans cette période de tensions sociales et politiques, nous voulons défendre un plan d'urgence, un plan de sortie de crise en faveur des travailleurs et de la population. Un plan de mesures concrètes, qui se refuse à gérer à accompagner le capitalisme, à financer les responsables de la crise comme le

fait le pouvoir, mais comme le propose également le projet du PS. Nous voulons l'augmentation du pouvoir d'achat de 300 euros nets par mois pour tous et toutes ; aucun revenu, salaire ou autre en dessous de 1500 euros nets. La suppression de la TVA à commencer par les produits de première nécessité ; le blocage et la baisse des loyers, la lutte contre les hypermarchés qui font du profit sur le dos des consommateurs tout en étranglant les petits producteurs. Nous défendrons l'interdiction des licenciements dans les grandes comme dans les petites entreprises, dans le privé comme dans le public où les suppressions de postes n'ont jamais été aussi fortes. Nous refusons et combattons la loi Bachelot de marchandisation et de privatisation de la santé. Nous sommes aux côtés des universitaires et des étudiants contre la loi Pécresse. Nous refusons les privatisations d'hier et d'aujourd'hui, de droite comme de gauche, et nous battrons pour l'expropriation des banques et compagnies financières, ma mise en place d'un service public bancaire contrôlé par la population…

Autour d'un programme anticapitaliste, et d'une perspective indépendante de la direction du PS qui se situe dans le cadre de la gestion du système, nous souhaitons le rassemblement le plus large. Dans les luttes comme dans les élections. Un rassemblement durable qui offre une perspective alternative à celles et ceux qui souffrent de la crise, qui n'en peuvent plus de l'arrogance du pouvoir et du patronat. Une union cohérente qui défend la même politique dans les luttes et dans les élections, aux Européennes comme aux régionales, en France, comme en Europe.